

Algérie, réforme ou normalisation

On ne peut appréhender le contenu et la nature des projets de lois dits de «réformes» sans dérouler les deux contextes contradictoires dont ils émanent et/ou se revendiquent. Evoquer ces contextes aidera à dégager les lignes de force de la stratégie algérienne de «réforme», lignes de forces qui se confirment largement à travers le contenu de la nouvelle législation proposée.

Hormis le texte sur la promotion de la participation féminine, en soi positif, celui relatif aux associations signe une régression gravissime. Pour le reste, les autres projets sont, pour l'essentiel, une copie autrement rédigée et/ou aggravée, des lois en vigueur. La conjoncture de révolte qui embrase la région arabe n'altérera pas, comme on le verra, la constance de la volonté de normalisation autoritaire qui caractérise la présidence de Bouteflika.

Les éléments saillants de la stratégie présidentielle

La mandature du premier magistrat du pays a été inaugurée sous les auspices de la poursuite du processus de normalisation-restauration mis en œuvre — notamment par le code de l'information d'avril 1990⁽¹⁾ — dès le lendemain de la Constitution de 1989. D'emblée, il s'attaquera aux deux acquis fondamentaux de cette période : le multipartisme et la liberté de la presse.

La loi sur les partis a été gelée tandis que la presse et les journalistes avaient connu harcèlement judiciaire-administratif et prison. L'état d'urgence — illégal et anti-constitutionnel — avait été reconduit, dix ans durant, sous sa responsabilité. Le fait est que la première et deuxième législature (2002-2012) de son règne et son troisième mandat étaient censés parachever la restauration du régime de la pensée unique. Les atteintes aux libertés politiques, syndicales et culturelles, l'amendement de la loi électorale en 2007 pour consacrer le monopole de 9 partis en attendant pire, la révision de la Constitution pour un troisième mandat présidentiel sont les jalons significatifs de cette démarche.

De l'ébullition sociale algérienne aux révoltes politiques arabes

Le verrouillage des sociétés politique et civile n'a pu toutefois empêcher une ébullition quasi ininterrompue de la sphère sociale particulièrement les cinq dernières années.

Ce fait trouve son explication dans l'incapacité remarquable du régime à concevoir et exécuter une stratégie de développement qui consolide et/ou élargisse les classes moyennes par la stabilisation du dinar et des prix et par un taux de croissance sérieux générateur d'emplois durables et réels.

L'échec est d'autant plus patent que le pays nage dans une longue embellie financière jamais vécue. Les niveaux de gravité et de propagation de la corruption et de l'impunité sont d'autres foyers qui alimentent l'ire populaire.

C'est dans ce décor socioéconomique inquiétant que surviennent les soulèvements populaires dans six pays importants de la région arabe. Le séisme est très significatif puisqu'il a déterminé les puissances occidentales à réviser leur soutien aux régimes despotiques mis en cause. D'abord pris de court, le régime algérien ne tarde pas à se redéployer.

Lignes de force d'une stratégie inchangée

Le redéploiement révèle une démarche et des intentions invariables. Le gain du temps et l'obscurcissement des

consciences en sont le dénominateur commun. Cette constance se confirme à travers les six axes principaux du traitement officiel réservé par le pouvoir à la nouvelle étape de la tragédie algérienne.

Des réformes sans nécessité

Des réformes sont promises sans pour autant que la nécessité en soit officiellement reconnue, l'affaire étant une question de prix de l'huile et du sucre. Des promesses de réformes sans contenu identifié, ni objectifs et échéances prédéterminés sont annoncées le 15 avril dernier dans un discours présidentiel qui inquiète plus quant à la santé de son auteur qu'il ne révèle de détermination pour le changement.

L'argent seconde la matraque

Les scènes sociale et économique sont inondées de dinars dans des opérations désordonnées qui relèvent plus du spontanéisme de la panique que de la volonté d'instaurer la justice sociale et d'enclencher un programme de développement efficient. On parle de pas moins de trente-cinq milliards de dollars déversés sans accompagnement ni encadrement sérieux. Est-il nécessaire de souligner que cette démarche vient en complément de la matraque qui traque les militants du changement politique.

Monologue, surdité et bégaiement

Le monologue interne au régime est préféré au dialogue ou à la négociation avec l'opposition légale. C'est l'épisode de la commission Bensaleh qui a travaillé sur le mode d'un institut de sondage dépourvu de volonté propre et de règles déontologiques. Est-il nécessaire de noter que les conclusions de cette instance sont, à ce jour, inconnues du public ?

Le souci de gain de temps est tel que la stratégie d'ensemble est découpée en séquences révélées au compte-gouttes pour mieux se délecter du désarroi du pauvre peuple savamment conditionné par la cruauté des tragédies passées.

On n'hésite pas à solliciter ou travestir le témoignage d'une certaine opinion étrangère pour l'instrumentaliser dans une campagne d'agit-prop tous azimuts tout en criant haro sur l'intervention étrangère. En la matière, l'Occident en crise économique a tendance à tolérer chez le régime algérien ce qu'il dénonce ailleurs.

La France officielle, en particulier, a reporté l'affection qu'elle vouait à Ben Ali sur nos dirigeants comme vient de le prouver Claude Guéant.

Le fétichisme des lois

La réforme serait donc une question de lois. C'est ce que j'ai appelé la stratégie du leurre juridique et politique. Le régime algérien est atteint d'une sorte de fétichisme juridique formaliste qui lui fait penser qu'il suffit de posséder la loi de telle ou

telle situation pour que celle-ci trouve son dénouement heureux sans même avoir à faire usage des dispositions de cette loi. Chez nous et pour l'essentiel, le droit est réduit à une fonction de parure inerte sauf lorsqu'il s'agit de réprimer les enfants du peuple.

C'est ainsi que la promesse puis l'élaboration de nouvelles lois — même si celles-ci ne sont que des copies conformes des anciennes — dispensent de l'application de la législation en vigueur. La reconduction d'un état d'urgence de fait après sa levée officielle incarne une facette de ce modèle de gouvernement.

Le fétichisme des lois connaît une variante encore plus bizarre qui consiste à doter chaque texte que l'on vote d'une panoplie de dispositions à caractère pénal pour des délits réels ou imaginaires qui sont déjà réglementés par le code pénal.

La régression en vente concomitante

La vente concomitante d'une régression avérée saupoudrée de quelques mesures positives mineures sans portée significative sur la démarche d'ensemble est une autre technique de diversion. On consacre ainsi dans une nouvelle loi, une nouvelle fois, le principe de l'ouverture, à l'initiative privée, de l'activité audiovisuelle là où nous attendions qu'on nous révèle

“L'ARPE perd toutes les prérogatives prestigieuses du CSI telles que la délivrance des cartes professionnelles des journalistes, l'accréditation de la presse étrangère, l'arbitrage des conflits au sein des journaux... Elle garde et acquiert des prérogatives de police énormes à l'instar du contrôle financier des organes de presse.”

les règles d'organisation et de fonctionnement de ce secteur et surtout l'échéance de l'application de cette mesure. De l'aveu des représentants mêmes du gouvernement, cette étape ne peut advenir que dans un an au minimum. Autres objets de vente concomitante, la promotion de la présence de la femme dans les institutions élues, inapplicable en la

forme qui lui a été réservée ; l'aide publique aux journaux et à la formation du journaliste, l'esquisse des droits sociaux de celui-ci. La participation de la magistrature — dépendante — au contrôle du processus électoral relève, elle, de l'instrumentalisation puisque l'essentiel des prérogatives liées au vote reste entre les mains de l'administration.

Le bouc émissaire

Le sixième axe de la démarche dite de réforme est le recours aux vieilles rengaines du bourourou et du bouc émissaire.

L'Assemblée nationale aurait vidé de leur contenu positif les réformes gênantes du président de la République.

Pour être aux premières loges en l'occurrence je témoigne que la seule trituration significative que l'Assemblée ait comise a touché le projet de loi sur la promotion de la présence de la femme dans les institutions élues.

Hormis cela et le retrait de l'article relatif à la bizarrerie juridique purement algérienne dite «nomadisme politique» ou celui de la démission des ministres candidats aux élections législatives et quelques rectifications de grammaire ou de vocabulaire, l'APN a retransmis fidèlement au Conseil de la nation le contenu des textes que le gouvernement a déposés chez elle.

Par Ali Brahimi,
député de Bouira

Seul celui-ci aurait en fait pu dénaturer les directives du président mais n'est-ce pas lui qui en préside le Conseil des ministres ? De qui se moque-t-on à la fin ? Le président avait toute latitude de légiférer par ordonnance durant les vacances d'été, de dissoudre l'APN, de changer de gouvernement, de révéler directement à la Nation ses véritables propositions...

Le retour au bourourou

Remettre en place les clivages des années quatre-vingt-dix en hurlant au loup islamiste dont on a précieusement alimenté le terreau — école, histoire, salafisme paraofficiel, corruption et justice du plus fort — a pour but d'installer une dictature policière dans les habits de gardienne des valeurs démocratiques. Tout le monde pourra le constater, une telle stratégie ne laisse, encore une nouvelle fois, au camp démocratique que le rôle de vitrine et de subalterne d'un régime honni.

Du régime népotique de l'agrément jusqu'à l'arsenal juridique préparé contre les associations et la presse indépendante en passant par toutes les réformes démocratiques reniées, les lois proposées ne neutralisent que la mouvance démocratique, le mouvement islamiste possédant écoles, mosquées et marché informel pour prospérer.

La nature autoritaire de la démarche dite de «réformes» se traduit par la reconduction aggravée du centralisme dans le cas des collectivités territoriales et par des régressions plus ou moins dangereuses dans les domaines de l'information et des partis politiques en comparaison des anciennes lois déjà suffisamment répressives.

Un centralisme invariable

La centralisation politico-administrative se conjugue avec l'insuffisance, voire parfois l'absence de ressources financières autonomes pour grever l'efficacité des collectivités territoriales. Les élus municipaux et de wilaya sont dépourvus des prérogatives essentielles au profit de l'autorité désignée : le wali et, par délégation, le chef de daïra laquelle — faut-il le rappeler ? — est un échelon administratif sans fondement légal du point de vue de notre organisation territoriale.

Le contrôle du wali et son approbation préalable minent toutes les délibérations. Jusqu'ici auxiliaire technique au service des élus, le secrétaire général est désormais le troisième tenant du pouvoir municipal. Volte-face sur le Code communal, la nouvelle loi électorale permet à toute liste qui a remporté 30% et plus de suffrages de postuler à la présidence de l'APC.

Cette situation fragilisera sans doute l'opposition qui aura, outre la fraude électorale, à affronter des coalitions d'appareils des partis du sérail.

L'agrément symbole de l'octroi

En matière d'organisation, le pouvoir a choisi sa philosophie juridique : tout ce que la loi n'autorise pas expressément est interdit.

Avec ses longs délais, ses contrôles intempestifs, ses nombreux interdits (coopération internationale) dans un pays qui brille par l'assujettissement de sa justice à la volonté du prince, le régime d'agrément ouvre grandes les portes sur le népotisme et le clientélisme.

La dissolution plane en permanence sur le parti, l'association ou l'organe d'information.